



Bulletin ARCRE-PECRE n° 269

(12.07.18)

Chers Lecteurs et Lectrices,

Voici une sélection parmi les premiers articles reportés sur notre site depuis le dernier numéro. Vous pouvez facilement consulter l'ensemble des articles publiés dans la section « [Archives](#) » et sur nos pages [JoinDiaspora*](#) et [Facebook](#). Vos commentaires sont toujours les bienvenus, sur le site ou par mail.

Pour ARCRE, Marc Léonard.

Table des matières

ÉVÉNEMENTS – ACTUALITÉS.....	1
Nigéria: un imam sauve par gratitude 262 chrétiens du massacre – La Croix.....	1
Iraqi archbishop tells USAID delegation to hurry up aid delivery – World Watch Monitor.....	2
Décès du cardinal français Jean-Louis Tauran – famillechretienne.fr.....	3
France: lancement de la préparation de la 18ème Semaine de Rencontres Islamo – Chrétiennes (SERIC – GAIC).....	4
Lord Ahmad appointed as PM's Special Envoy to promote religious freedom (gov.uk).....	5
ANALYSES - OPINIONS – DÉBATS.....	7
Belg.: Les religions et la laïcité (Rapport ORELA 2017) & Le concept de neutralité : boîte de pandore des institutions publiques belges (BePax).....	7
La foi des jeunes Européens (Sciences Humaines).....	8
Active citizenship, a social contract, Islam and democracy in Egypt (The Conversation).....	9
Qu'est-ce qu'une apparition mariale ? (La Croix Africa).....	11
L'Église italienne s'oppose à la politique anti-immigration du gouvernement (La Croix Africa).....	12
LU POUR VOUS (par Abderrazak SAYADI).....	12
« L' administration de la sauvagerie » (Compte-rendu par A. Sayadi -GRIC-Tunis).....	12
INVITATIONS – ÉVÉNEMENTS.....	20
AUTRES ARTICLES de la semaine sur ARCRE.ORG.....	21

ÉVÉNEMENTS – ACTUALITÉS

[Nigéria: un imam sauve par gratitude 262 chrétiens du massacre – La Croix](#)

la Croix Alors que le pays est secoué depuis des mois par un profond regain de violences interconfessionnelles, un imam de l'État du Plateau, dans le centre du pays, a risqué sa vie fin juin pour protéger 262 chrétiens assaillis par des musulmans peuls.

Son geste, héroïque, ravive un peu d'espoir dans ce pays frappé, depuis des mois, par une violente recrudescence des affrontements opposant les éleveurs musulmans et les agriculteurs chrétiens de cette région centrale du Nigeria.

Jeudi 28 juin, un imam officiant dans la localité de Barkin Ladi, dans l'État du Plateau, a sauvé 262 hommes, femmes et enfants chrétiens d'un assaut perpétré par plus de 300 Peuls, pour la plupart musulmans.

Armés de machettes et de fusils, ces derniers s'en sont pris, sur le coup de trois heures de l'après-midi, à la population du petit village de Nghar Yekwah. Tirs sur plusieurs habitants (le bilan des victimes n'a pas encore été communiqué par la police), pillage de maisons, voitures incendiées...

Pris de cours, les villageois chrétiens, cédant à la panique, ont tenté de prendre la fuite. C'est alors qu'un imam voisin, alerté par les cris, a offert de les cacher, en leur ouvrant, à ses risques et périls, les portes de sa propre maison et de la mosquée locale. [...]

Sa « *gratitude* » envers la communauté chrétienne

Interrogé par la journaliste de la BBC sur les raisons pouvant justifier d'une telle bravoure, l'imam a aussi raconté, avec humilité, avoir voulu exprimer « *sa gratitude* » envers la communauté chrétienne, qui lui avait gracieusement cédé il y a une quarantaine d'années le terrain sur lequel fut érigée sa mosquée. [... Lire plus: [Au Nigeria, un imam sauve 262 chrétiens du massacre – La Croix](#), Malo Tresca, La Croix, 06/07/18.]

[Iraqi archbishop tells USAID delegation to hurry up aid delivery – World Watch Monitor](#)



An Iraqi Catholic archbishop has said he and other bishops are “delighted” that the US aid arm is to make good on a pledge to send aid

directly to non-Muslim communities recovering from ISIS's occupation of their towns and villages, but warned “time is running [out]”.



Archbishop Bashar Warda of Erbil, in Kurdistan, addressed his warning to a visiting delegation from the agency, USAID, led by its administrator, Mark Green.

“The time should be now and the help should be immediate and effective,” [Archbishop Warda told the US-based Catholic News Service](#)

[\(CNS\)](#) after the visit.

Some eight months after it was [announced by Vice President Mike Pence](#), USAID is providing US\$10 million to two umbrella organisations, Catholic Relief Services and Heartland Alliance, to help Christians and Yazidis rebuild their homes and communities after Islamic State's occupation of the Nineveh Plains region, which ended with the Battle of Mosul in 2017. An additional \$25m of aid has also been pledged [... [Read more](#)]

Source : [Iraqi archbishop tells USAID delegation to hurry up aid delivery – World Watch Monitor](#), 04/07/18.

Décès du cardinal français Jean-Louis Tauran – famillechretienne.fr



Cardinal Jean-Louis
Tauran©Max Rossi Reuters

Le cardinal Jean-Louis Tauran est mort le 5 juillet à l'âge de 75 ans. Gravement atteint de la maladie de la Parkinson, le cardinal français, camerlingue de l'Eglise et président du Conseil pontifical pour le dialogue interreligieux, avait été hospitalisé aux Etats-Unis.

Président de dicastère, Le cardinal Tauran était l'un des Français les plus hauts placés au sein de la Curie romaine. Il avait été nommé le 20 décembre 2014 par le pape François pour être camerlingue de la Sainte Eglise romaine. Un titre important surtout en cas de conclave, ce que le cardinal Tauran n'a donc pas connu. Le camerlingue est en effet chargé de l'administration des biens temporels du Saint-Siège en cas de vacance apostolique.

Le cardinal Tauran a toutefois eu un rôle de premier plan dans l'élection du pape argentin : alors cardinal protodiacre, c'est lui qui a été chargé d'annoncer au monde le nom du nouveau Souverain pontife lors de l'*Habemus papam*, le 13 mars 2013.

Le prélat français avait reçu sa barrette de cardinal en 2003 des mains de Jean Paul II. Elle venait alors consacrer sa nomination comme bibliothécaire et archiviste de l'Eglise. Déjà une charge prestigieuse au sein de l'administration du Saint-Siège.

Mais le 1er septembre 2007, c'est lui que le pape Benoît XVI avait choisi pour être président du Conseil pontifical pour le dialogue interreligieux. Une décision pour laquelle le pape allemand s'était laissé le temps de la réflexion après la polémique sur son discours à Ratisbonne (Allemagne) du 12 septembre 2006. Le précédent président de ce dicastère était parti le 15 février 2006. Dans l'attente, le pontife avait préféré confier ce dicastère au cardinal Paul Poupard – un autre français, président du Conseil pontifical de la culture.

Un dialogue ouvert et sans concession

En choisissant celui qui était alors surnommé le 'Kissinger du pape', Benoît XVI avait nommé un diplomate du Saint-Siège qui affirmait alors que « la liberté politique ne suffit pas, ce qui sert c'est la liberté intérieure ». En d'autres termes un prélat ouvert au dialogue, mais ferme sur l'essentiel. « Nous sommes condamnés au dialogue », avait ainsi considéré le président de dicastère en novembre 2016 à l'hebdomadaire français *Famille Chrétienne*. Avant d'expliquer sa pensée : « Ou c'est le dialogue, ou c'est la guerre ».

Une attitude qui s'est dernièrement retrouvée dans le dialogue avec l'islam et en particulier lors du voyage historique du cardinal Tauran en Arabie Saoudite en avril 2018. Rencontrant les plus hautes autorités du pays – dont le roi Salmane – le haut prélat avait plaidé sans concession pour la liberté

religieuse. Tout en demandant une condamnation des actes terroristes islamistes. Ceux-ci « profanent » le nom de Dieu, estimait-il déjà en 2016.

Le haut prélat français avait aussi été à l'œuvre pour le voyage du pape François en Egypte, en avril 2017. A cette occasion, le pontife s'était notamment rendu à l'université Al-Azhar, plus haute autorité sunnite. Une visite qui avait ainsi marqué le plein rétablissement des relations entre le Saint-Siège et cette institution, après plusieurs années de brouille.

Quatre cardinaux électeurs français

Polyglotte, Jean-Louis Tauran a passé la majeure partie de sa vie au service du Saint-Siège : ordonné en 1969 pour le diocèse de Bordeaux, il est appelé à l'Académie pontificale ecclésiastique dès le début des années 1970. Après un passage en nonciatures – notamment au Liban – il est nommé sous-secrétaire pour les relations avec les Etats en 1989.

Le pape Jean Paul II l'ordonne lui-même évêque en 1991, en marque de confiance envers le prélat français qui choisit alors comme devise « Vérité et charité ». Sous-chef de la diplomatie vaticane, le Français aura notamment connu la chute de l'URSS et de la Yougoslavie, le génocide rwandais, le 11 septembre 2001 et les deux guerres du Golfe. En 2003, peu avant de le nommer cardinal, Jean Paul le mobilise d'ailleurs sur la question irakienne, afin d'éviter l'invasion américaine – qui aura tout de même lieu.

Avec le décès du cardinal Tauran, le Collège cardinalice ne compte plus que quatre cardinaux français électeurs. Le Français le plus haut placé au sein de la Curie est désormais le cardinal Dominique Mamberti, 66 ans, préfet du Tribunal suprême de la Signature apostolique. En cas de conclave, ce sont désormais 124 cardinaux qui seront appelés à voter. AH, XLN

I.Media

La rédaction de Famille chrétienne vous conseille :

- [Dialogue avec l'islam : trois questions au cardinal Tauran](#) (
- [Le cardinal Tauran : « Ne pas avoir peur de dire en quoi nous croyons »](#)
- [Le Cardinal Jean-Louis Tauran : – «Remettre les pendules à l'heure sur la laïcité»](#)
- [Cardinal Tauran : « Le dialogue va toujours de pair avec l'annonce »](#)

Source : [Décès du cardinal français Jean-Louis Tauran – Pape et Vatican – Église – famillechretienne.fr, 06/07/18](#)

[France: lancement de la préparation de la 18ème Semaine de Rencontres Islamo - Chrétiennes \(SERIC - GAIC\)](#)



Paris, le 4 juillet 2018,

Comme chaque année depuis 2001, nous entrons dans la phase de préparation de la Semaine de Rencontres Islamo – Chrétiennes (SERIC),

proposée et organisée par le Groupe d'Amitié Islamo-Chrétienne (GAIC) dans le courant du mois de novembre.

Nous espérons que vous serez nombreux, chrétiens et musulmans, ensemble et partout en France, à organiser des rencontres conviviales et fraternelles, autour de thématiques culturelles, sociétales, religieuses et spirituelles.

La date de cette 18^{ème} édition est fixée du 10 au 25 novembre 2018. Une marge de dix jours avant et après est possible en fonction de vos contraintes propres (disponibilité de la salle, des intervenants, ...).

Si vous avez une idée de participation ou l'intention d'organiser un événement, nous vous invitons à nous transmettre d'ores et déjà, ou au plus tard début septembre, une première présentation de votre projet pour la SERIC dans votre localité.

Pour ce faire, utiliser le formulaire de [contact du site](#), en mentionnant dans le titre de votre message « *SERIC* : » dans le corps de votre message mentionner vos coordonnées, la description de l'action envisagée, date et lieu, les partenaires organisateurs

A la demande du bureau du GAIC, Antoine POIRIER et d'Aïcha BERRO ont accepté de prendre en charge la coordination de la SERIC 2018.

Nous souhaitons à chacun d'entre vous de belles vacances, pleines de rencontres et vécues dans l'Amour de Dieu, Tendresse et Miséricorde pour l'humanité.

Bien amicalement,

Antoine POIRIER et Aïcha BERRO, coordonnateurs SERIC 2018

Source(s) : [18ème Semaine de Rencontres Islamo - Chrétiennes \(SERIC\) : 10 au 25 novembre 2018 - la préparation est lancée !, GAIC, 05/07/18](#)

[Lord Ahmad appointed as PM's Special Envoy to promote religious freedom \(gov.uk\)](#)

Press release – Published 4 July 2018 – From: [Prime Minister's Office, 10 Downing Street](#) and [The Rt Hon Theresa May MP](#)

[Lord Ahmad](#) has today been appointed as the Prime Minister's Special Envoy on Freedom of Religion or Belief.

The role, which supports the Prime Minister's commitment to religious tolerance in the UK, will allow Lord Ahmad to demonstrate the country's commitment to religious freedom by promoting inter-faith respect and dialogue internationally.

Lord Ahmad, who is also Minister of State for the Commonwealth and the UN at the Foreign & Commonwealth Office, will promote the UK's firm stance on religious tolerance abroad, helping to tackle religious discrimination in countries where minority faith groups face persecution.

The appointment underscores the Prime Minister's commitment to tackling religious prejudice in all its forms and follows the government's recent announcement of a further £1 million funding for places of worship that have been subjected to hate crime attacks.

Prime Minister Theresa May said:

Religious discrimination blights the lives of millions of people across the globe and leads to conflict and instability. Both here and abroad, individuals are being denied the basic right of being able to practise their faith free of fear.

Tolerance for those of different faiths is fundamental to our values, and is an issue I know is already of great importance to Lord Ahmad, who is constantly looking for fresh ways to promote religious liberty in his role as Minister for Human Rights at the Foreign Office.

I look forward to supporting him in this new role as he works with faith groups and governments across the world to raise understanding of religious persecution and what we can do to eliminate it.

The PM's Special Envoy for Freedom of Religion or Belief, Lord Tariq Ahmad of Wimbledon said:

In too many parts of the world, religious minorities are persecuted, discriminated against and treated as second class citizens. As a man of faith, I feel this very keenly.

Freedom of Religion or Belief is a human right enshrined in the Universal Declaration of Human Rights. It must be respected. People from all faiths or none should be free to practise as they wish. This respect is key to global stability, and is in all our interests.

I am delighted to have been appointed as the PM's Special Envoy. I shall use the UK Government's global network to reach across religious divides, seek the elimination of discrimination on the basis of religion or belief and bring different communities together.

Read more: Lord Ahmad speech: Why it matters to be intolerant of intolerance.

Foreign Office Minister Lord Ahmad of Wimbledon delivered a speech on religious tolerance at the Pontifical Gregorian University in Italy on 30 January 2018 ([Transcript of the speech, exactly as it was delivered](#))

Source : [Lord Ahmad appointed as PM's Special Envoy to promote religious freedom, gov.uk, 04/07/18](#)

ANALYSES - OPINIONS – DÉBATS

Belg.: Les religions et la laïcité (Rapport ORELA 2017) & Le concept de neutralité : boîte de pandore des institutions publiques belges (BePax)



Observatoire
des Religions
et de la Laïcité

Rapport ORELA 2017

L'Observatoire des Religions et de la Laïcité (ORELA) de l'Université libre de Bruxelles fait paraître son sixième rapport sur l'état des religions et de la laïcité en Belgique, portant sur l'année 2017. Fort de 65 pages, **ce rapport propose des commentaires et analyses relatifs à ce qui a fait l'actualité des religions et de la laïcité en Belgique l'an dernier**, à la lumière du climat post-attentats et de la défiance à l'égard de l'islam et des musulmans. Il aborde le domaine des rapports entre religion et société comme celui des relations entre l'État et les cultes, et ce dans un contexte marqué de forte médiatisation du religieux, d'une omniprésence de l'islam (et surtout des peurs relatives à l'islam) tant dans les médias que dans le débat public, et de controverses sur des questions éthiques, entre sécularisation de la société et reconquête de l'espace public par le religieux. Il met en particulier en évidence les politiques publiques en lien avec le fait religieux, marquées par les développements de l'actualité récente, la réforme des cours de religion et de morale non confessionnelle, ainsi que la diversité culturelle et convictionnelle que l'on rencontre dans la Région de Bruxelles-Capitale.

Le rapport au format pdf peut être téléchargé ici: [RapportZOrelaZ2017.pdf](#) (37 Télécharger)

Source: [O-re-la, 05/07/18](#).



Le concept de neutralité : boîte de pandore des institutions publiques belges

Neutralité ? Laïcité ? Espace public, espace privé ? Pourquoi tant de passions autour de ces questions? Auraient-elles eu le même écho aujourd'hui dans la société occidentale en dehors de la présence de musulmans ?

En effet lorsqu'on évoque ces notions, c'est souvent en corrélation avec les diverses controverses entourant spécifiquement le port du foulard islamique. Mais l'absence de règles claires en la matière et les contours incertains de ces concepts peuvent porter atteinte aux libertés de conscience, de religion et à la non-discrimination d'une catégorie entière de citoyen.nes belges. Il est donc urgent d'apporter quelques éléments d'éclaircissement.

Qu'est-ce que la neutralité ?

Comme tout Etat démocratique, l'Etat belge se revendique neutre. Cette neutralité a pour objectif de faciliter une certaine cohésion sociale entre des personnes partageant des convictions différentes.

Ces dernières années, la visibilité plus marquée des communautés musulmanes a amené à remettre à l'ordre du jour les questionnements par rapport à ces notions.

Globalement, la neutralité se traduit par une obligation d'abstention à laquelle l'Etat s'astreint. Il s'agit pour lui de s'abstenir de prendre parti pour une appartenance convictionnelle, qu'elle soit religieuse, philosophique ou politique. La neutralité n'est donc pas un concept qui vise exclusivement le religieux. Mais au regard du contexte actuel, on en parle principalement, pour ne pas dire uniquement, à propos de la question de signes religieux, et précisément ceux en lien avec la religion musulmane, notamment le foulard islamique, l'abattage rituel, l'alimentation halal ou encore la construction de mosquée.

Cette abstention ne concerne que l'Etat et est étendue à ses agents. Les personnes visées sont donc avant tout les fonctionnaires de l'Etat. Elle ne concerne donc pas les citoyens et, a fortiori, les politiciens.

La neutralité vise la suppression de toute discrimination négative, ou de partialité à l'égard des participant.es, et/ou usagers.ères de tout service public[1]. Autrement dit, un agent étatique ne peut, sur la base de ses propres convictions, traiter de manière inégale des citoyens, c'est-à-dire faire preuve de partialité.

Plus concrètement, elle est entendue comme une attitude ne discriminant ou ne privilégiant aucune conviction qui s'impose à l'Etat et ses agents dans le but de préserver les droits et libertés de tous, dans une société de plus en plus marquée par une diversité religieuse et culturelle. On ne doit ni interdire, ni faire la promotion d'une religion particulière. La raison d'être de cette notion de neutralité est donc de garantir la liberté des citoyens dans l'exercice de leur religion ou de leur non-religion[2].

L'Etat belge, un Etat laïc ?

Dans le débat public, la neutralité et la laïcité à la « française » sont souvent confondues. La neutralité est-elle une composante de la laïcité ? Un substitut à la notion de laïcité qui est moins sujet à polémique ? Un concept plus large que celui de laïcité qui, dans son cas, ne vise que les convictions religieuses ? [... Lire la suite: [Le concept de neutralité : boîte de pandore des institutions publiques belges](#), Aicha Mohamed Ali, BePax, 05/08/18]

[La foi des jeunes Européens \(Sciences Humaines\)](#)

SCIENCES HUMAINES Aller à la messe le dimanche matin est loin d'être une habitude partagée par tous les jeunes Européens. L'Institut catholique de Paris et l'université catholique britannique St Mary's ont enquêté sur les croyances et les pratiques religieuses des 16-29 ans au sein de 21 pays européens (plus Israël). Premier constat, la déchristianisation du continent est plus ou moins marquée suivant les nations.

- **La République tchèque** est le pays le plus athée d'Europe : 91 % des jeunes ne se revendiquent d'aucune affiliation religieuse.

- Inversement, **la Pologne** est le pays de l'Union européenne le plus chrétien : 83 % des jeunes se disent catholiques et seulement 17 % n'ont aucune religion. Les catholiques du pays sont toujours très pratiquants : 47 % vont à la messe de manière hebdomadaire et 60 % prient au moins une fois chaque semaine.
- **En France**, 64 % des 16-29 ans déclarent ne pas avoir de religion, 23 % se disent catholiques, 10 % musulmans, 2 % protestants, 1 % d'autres religions. Toutes confessions confondues, seuls 14 % des jeunes Français prient au moins une fois par semaine et 65 % ne le font jamais. 56 % ne fréquentent jamais les lieux religieux mis à part pour des mariages ou des enterrements ; 6 % les fréquentent au moins une fois par semaine.
- Si la pratique religieuse a beaucoup diminué, elle reste très active chez les jeunes catholiques dans certains pays... En République tchèque où ils sont minoritaires (9 %), 24 % d'entre eux vont au moins une fois par semaine à l'église. C'est autant qu'en Irlande (pays dans lequel 54 % des jeunes sont catholiques). Au Portugal, plus de la moitié des 16-29 ans se revendiquent catholiques et plus d'un quart vont à la messe au moins une fois par semaine. Par ailleurs, si seulement 11 % des jeunes Britanniques vont à l'église de manière hebdomadaire, 42 % disent prier plus d'une fois par semaine.

Stephen Bullivant, « Europe's young adults and religion. Findings from the European social survey (2014-2016) to inform the 2018 synod of bishops », St Mary's University/Institut catholique de Paris, 2018.

Source: La foi des jeunes Européens, Florine Galéron, Sciences Humaines, Lettre n°473, 02/07/18.

[Active citizenship, a social contract, Islam and democracy in Egypt \(The Conversation\)](#)



Jonathan Rashad/Flickr

[Nuraan Davids, Stellenbosch University](#)

The [Arab Spring](#) that swept across North Africa in 2011 brought the promise of democracy within reach of millions of Egyptians. But seven years later this promise hasn't been fulfilled. That fledgling democracy is now akin to a military dictatorship, where any form of protest or assertion of autonomous thought is constrained.

Since the heady days of the Arab Spring, Egypt has been riddled by political protests, labour strikes, and unprecedented [violence in its Sinai Peninsula](#). There is also a [deep mistrust](#) between Muslim-based and other political parties, and [tensions between Muslims and Christians](#) in some parts of the country. Attacks on Coptic Christians have also increased and at least four churches have been [closed down](#) within the past year.

Given the current state of affairs it has to be asked whether democracy is attainable in Egypt? And if so, what can be done to achieve it?

Based on [my research](#) in democratic citizenship education as well as the Islamic philosophy of education, I would argue that democracy in Egypt is possible. Egyptians must, however, begin to engage with politics. This is because the strength of a democratic society is determined by the level and extent of participation and engagement of its citizens.

Although the Arab Spring is proof that Egyptians are tired of their authoritarian and repressive regime, it was wrong to assume that democracy could be entrenched easily. The road to a democratic society was always going to be difficult because Egypt's political repression was supported by restrictive religious practices, such as the prohibition of any form of dissent. In this regard, opposition to the state continues to be misinterpreted as religious disobedience.

The only way the democratic promises of the Arab Spring can be fulfilled is if citizens contest oppression – political or religious – by becoming socially and politically active. Another condition is that Islamic and democratic principles have to be reconciled. This is possible given that Islam attaches deep value to [public participation](#) and engaging in different perspectives.

The religion also supports the idea of a [social contract](#) between citizens: an implicit agreement among the members of a society to cooperate with the nation-state for social benefits.

Fixing Egypt's democracy

There are few things that Egypt can do to achieve a working democracy, and a system of governance that prioritises the public interest.

For starters, Egypt will only democratise in as much as its citizens can engage with public life. This is a view that has been advanced by Muhammad Faour and Marwan Muasher – the former Jordanian foreign minister – in a [paper they wrote](#) for the Carnegie Endowment for International Peace. One of the things this will depend on is their ability to engage with viewpoints different to their own.

But the emergence of democratic citizenship in Egypt will also depend on the disruption of the authoritarian state, and of repressive religious practices. These practices depend on an unquestioning, uncritical and disengaged form of citizenship and so must be dislodged.

In addition, given that Egypt's dominant identity is based on an Islamic worldview, Egyptians need to revisit their interpretation of the religion. Distinctions must be drawn between what Islam teaches versus how it has been interpreted to retain patriarchy and authoritarianism.

This isn't hard to do. Islam and the principles and practices of democracy are not mutually exclusive. As a religion Islam has the idea of a social contract woven into its doctrine. It's a notion that appears in the Qur'an and was also [practised by the prophet Muhammad](#). It's also present in the social, political, religious, and cultural affairs of Muslims.

And so, viewed through an Islamic lens, social contracts between individuals and the nation-state are a manifestation of democratic citizenship.

Redefining promises of the Arab Spring

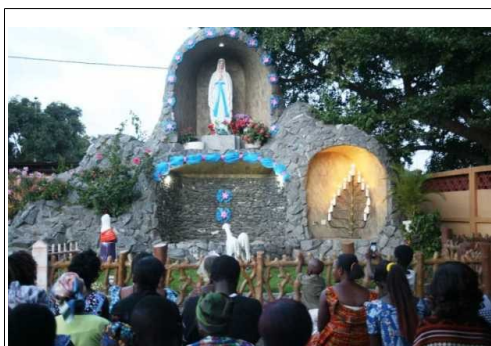
For this to be effective Egypt needs to change how Islam is taught, and it needs to restructure its education system so that children are taught how to engage with democratic processes. Only then can they become informed, responsible citizens who think freely and contribute to society.

Ultimately, there has to be a focus on cultivating a citizenship that redefines the promises of the Arab Spring by debunking the assumption that democracy would simply be ushered in without due attention to value of an engaged citizenship.

[Nuraan Davids](#), Associate Professor of Philosophy of Education, [Stellenbosch University](#)

This article was originally published on [The Conversation](#).

Qu'est-ce qu'une apparition mariale ? (La Croix Africa)



Récitation du chapelet dans une paroisse togolaise/ Crédit: Charles Ayetan

Depuis le 18 juin, les habitants du village de Nden, dans le centre du Cameroun, observent un phénomène qu'ils assimilent à une apparition de la Vierge Marie et à une danse du soleil.

Qu'est-ce que le phénomène de la danse du soleil ? Qu'est-ce qu'une apparition mariale ?

Le village de Nden, dans le centre du Cameroun, est en effervescence depuis le 18 juin.

Des catholiques affirment que depuis cette date, entre 7 h 30 et 8 heures, un phénomène assimilé à une « danse du soleil »

est observé dans le ciel. D'autres prétendent avoir aperçu la Vierge Marie.

Les autorités du diocèse de Sangmelima ne sont pas encore prononcées sur ces phénomènes qui, dans l'Église catholique, sont observés avec beaucoup de prudence.

Qu'est-ce que la danse du soleil ?

Le 13 octobre 1917, à la suite des apparitions de la Vierge Marie aux trois jeunes voyants, Lucie, Jacinthe et François à Fatima (Portugal) un phénomène solaire spectaculaire, depuis lors baptisé « danse du soleil », fut constaté par plus de 70 000 personnes.

Ce phénomène authentifié en 1930 aurait également été constaté à Kibého, au Rwanda. Entre 1981 et 1985 trois jeunes filles auraient eu des apparitions quotidiennes de la Vierge Marie. Les apparitions mariales furent reconnues en 2001 et un sanctuaire, construit sur les lieux en 2003. Lors de la consécration de ce sanctuaire Notre-Dame-des-sept-douleurs, le 31 mai 2003, des milliers de personnes ont affirmé avoir observé un phénomène analogue à celui de Fatima. [... Lire la suite:

[Qu'est-ce qu'une apparition mariale ?](#) Lucie Sarr, La Croix Africa, 03/07/18]

L'Église italienne s'oppose à la politique anti-immigration du gouvernement (La Croix Africa)



Le Cardinal Francesco Montenegro, opposant à la politique anti-immigration du gouvernement, au Mont Celio le 15 avril 2015 à Rome, Italie. / M.Migliorato/CIRIC

Plutôt silencieux pendant la crise gouvernementale qui a ébranlé le pays, l'épiscopat italien se mobilise depuis quelques semaines contre la politique anti-immigration menée par le ministre de l'intérieur d'extrême droite Matteo Salvini.

Le 1er juillet, le cardinal Francesco Montenegro l'a fermement condamnée dans une homélie.

Alors qu'aux États-Unis, les 1er et 2 juillet, les évêques américains exprimaient leur désaccord avec la politique migratoire « tolérance zéro » de Donald Trump, au même moment, de l'autre côté de l'Atlantique, l'Église italienne s'est élevée contre celle menée par le ministre de l'intérieur Matteo Salvini, leader du parti d'extrême

droite la Ligue du Nord. « C'est Jésus qui vient à nous sur un bateau, c'est lui que nous voyons en cet homme ou en cet enfant qui meurt noyé », a ainsi déclaré le cardinal Francesco Montenegro, archevêque d'Agrigento dans une homélie.

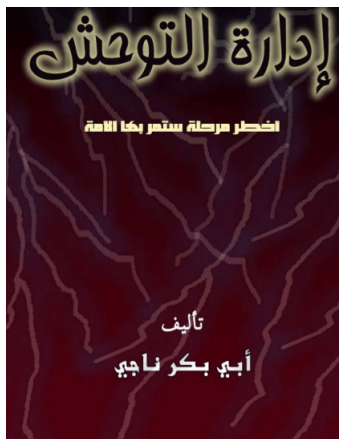
Cette mobilisation épiscopale contre la vague populiste qui secoue le pays est toute récente. Alors que l'Église avait fait le choix de ne pas se prononcer pendant les trois mois de crise gouvernementale, le 21 mai, la Conférence épiscopale italienne (CEI) s'est réunie au Vatican pour échanger sur la situation politique. Son président, le cardinal Gualtiero Bassetti avait alors lancé un appel à ses pairs : « Il est temps de renouveler notre pédagogie politique et d'aider ceux qui sentent que leur foi, sans engagement public, n'est pas complète ». L'archevêque de Pérouse avait alors pris nettement position en faveur du président Sergio Mattarella, dernier rempart face à la menace de l'extrême droite.

La question des migrants cristallise l'opposition contre l'extrême droite

Mais ce n'est pas la première fois que l'épiscopat italien s'oppose à la politique anti-immigration du gouvernement. [... Lire la suite: [L'Église italienne s'oppose à la politique anti-immigration du gouvernement](#). Constance Vilanova, La Croix Africa, 05/07/18]

LU POUR VOUS (par Abderrazak SAYADI)

« L'administration de la sauvagerie » (Compte-rendu par A. Sayadi -GRIC-Tunis)



I- Une lecture dans le discours djihadiste, « l'administration de la sauvagerie » comme exemple .

Un certain Abu Bakr Al Naji, a publié sur internet, en 2004, un texte en langue arabe qu'il a intitulé « L'administration de la sauvagerie : l'étape la plus critique que traversera l'oumma ». [NDLR: إدارة التوحش: أخطر مرحلة ستمر بها الأمة , traduction en anglais: [The Management of Savagery: The Most Critical Stage Through Which the Umma Will Pass, by Abu Bakr Najji, Translated by William McCants](#), (pdf, 268 p.)

The Management of Savagery:

The Most Critical Stage
Through Which the
Umma Will Pass

Abu Bakr Najji

En choisissant ce pseudonyme, Abu Bakr Neji l'auteur envoie d'emblée plusieurs messages à son lecteur. D'abord, par le choix du prénom il se réfère au premier calife dans l'histoire musulmane qui a fondé le califat après la mort de Mahomet et qui s'est illustré dans ses guerres de l'apostasie contre les tribus arabes qui ont quitté l'islam dès qu'elles ont appris la mort de Mahomet. Ensuite, par le choix du nom «Al Naji »

adjectif dérivé de najat qui signifie « le salut », il est le « sauvé » donc « le sauveur », celui qui montre la voix du salut à la oumma, à la communauté musulmane contemporaine. En réalité, il s'agirait selon des chercheurs de l'institut lié à la chaîne de télévision Al Arabiyya, de Mohamed Hassan Khalil al hakim alias Abu Jihad al Masri, un cadre d'El Qaeda, né en 1961 et tué le 31 octobre 2008 par un drone américain au Waziristan du Nord au Pakistan. Le texte compte 103 pages de discours de haine, contre le juif, contre le chrétien, contre l'apostat, contre la démocratie et ses valeurs, à tel point que certains ont qualifié ce brûlot de « mein kempf » du petit djihadiste. Nous avons donc une explosion de haine dans ce texte comme il y en a tellement d'autres sur la toile. Pourtant, ce manuel du parfait petit terroriste mérite qu'on lui accorde une attention particulière car, non seulement, il sacralise la haine généralisée, mais aussi, il a annoncé tout ce que daech allait appliquer. Ainsi nous pouvons dire que nous avons dans ce livre la constitution de daech et la stratégie de conquête du pouvoir du terrorisme djihadiste international. Mais l'intérêt de ce livre c'est qu'il nous met dès le titre devant le paradoxe du djihadisme, qui d'un côté prône le déchaînement de la sauvagerie, l'installation de la loi de la jungle, avec l'appel à la destruction de l'ordre ancien, mais en même il théorise la gestion de cette sauvagerie et son « administration ». La question pour nous est de savoir quel est le sens de cette sauvagerie administrée, de ce désordre géré, de cette haine déchaînée et voulue. Nous allons donc examiner comment dans un premier temps, l'auteur recourt à l'explication de l'actualité par l'Histoire, ensuite quelle est sa stratégie

qu'il établit pour la conquête du pouvoir et enfin quelle est la stratégie de communication qu'il utilise pour atteindre son public.

1. Sykes- Picot

On a l'impression en lisant ce texte que la sauvagerie, dans l'esprit de l'auteur, est un phénomène cyclique et naturel dans l'histoire de l'humanité. La oumma musulmane doit passer aujourd'hui par cette étape comme elle l'a connue en 1924 avec la chute du califat avec l'instauration de la république en Turquie par Kemal Ataturk. Ainsi, dit-il :

« Lors de la chute du Califat, il s'est produit une situation de sauvagerie relative dans certaines contrées. Cependant la situation s'est stabilisée sur les accords de Sykes –Picot. L'Etat du califat a été morcelé. Puis les Etats coloniaux se sont retirés et l'empire califal s'est divisé en petits Etats et principautés gouvernés par des forces militaires ou par des gouvernements civils mais soutenus par le pouvoir militaire. Et ces pouvoirs civils ne se maintenaient au pouvoir que dans la mesure où ils étaient soutenus par l'armée, par la police ou par des puissances étrangères »^[1] [NDLR: Les notes renvoient sur la page du GRIC, où vous pouvez continuer à lire l'article original]

L'auteur part du constat que la sauvagerie est l'état qui succède à chaque fois qu'un pouvoir établi s'effondre. C'est ce qui est arrivé par le passé quand le califat est tombé après la fin de la première guerre mondiale. Pour lui, les pouvoirs actuels qui lui ont succédé ne se maintiennent que grâce au soutien de l'armée ou des puissances étrangères. Il faut donc les attaquer et provoquer leur effondrement afin de revenir à l'état de sauvagerie antérieur à leur installation. C'est ce qui est en train de se produire. Le monde musulman est en train de vivre l'effondrement de ses régimes issus de la fin du califat. L'étape suivante sera le retour de la sauvagerie. C'est ce qu'il annonce :

« L'administration de la sauvagerie sera la prochaine étape que la oumma devra traverser. Ce sera l'étape la plus cruciale. Si nous réussissons à l'administrer ce serait le point de passage, si Dieu le permet, vers l'Etat islamique tant attendu depuis la chute du califat. Cependant si nous échouons, à Dieu ne plaise, ce ne serait pas la fin de notre projet, seulement il y aurait encore plus de sauvagerie »^[2].

Ainsi, l'auteur semble dire que le projet de retour au califat, annoncé avec détermination, devra se réaliser si on veut mettre fin au désordre et plus ce projet est retardé plus il y aura de massacres et de sauvagerie.

2. Le mythe de l'âge d'or

Mais la question qui se pose c'est pourquoi ce passage obligé par la sauvagerie et par la Terreur ? Là aussi l'auteur revient à l'explication par l'Histoire. Il affirme ainsi :

« L'administration de la sauvagerie a été pratiquée à de multiples reprises dans notre Histoire musulmane. Le premier exemple est celui du début de l'installation de l'état islamique à Médine(...) Nous pouvons considérer cette étape passée à Médine comme ayant été gérée par le régime de l'administration de la sauvagerie »^[3]

L'arrivée du prophète de l'islam à Médine s'est accompagnée d'un bouleversement de l'ordre préislamique qui reposait sur un système d'alliances tribales et qui permettait aux trois tribus juives de cohabiter avec les autres tribus arabes et de partager avec elles le commerce et une certaine prospérité économique. L'arrivée de la nouvelle communauté musulmane a mis fin à cet équilibre ancien en le remplaçant par une nouvelle économie de la razzia et de la guerre ce qui a provoqué un certain désordre, des massacres et des batailles multiples aussi bien contre les tribus arabes de la Mecque que contre les tribus juives de Médine. C'est cette nouvelle situation que l'auteur appelle « l'étape de la sauvagerie » qui laisse place par la suite au nouvel ordre imposé par le nouveau maître de Médine. L'exemple du prophète à Médine n'a pas été choisi par hasard par l'auteur. Il s'agit pour lui de s'inscrire dans la lignée de Mahomet considéré par le droit musulman comme le modèle parfait à suivre et à imiter dans chaque action. Cela permet aussi à l'auteur de légitimer sa théorie en lui donnant une assise religieuse ce qui est important aux yeux du public musulman qu'il cherche à séduire.

Le deuxième grand modèle à suivre dans la tradition musulmane est celui quatre califes bien guidés, dont le premier calife Abu Bakr Seddik est lui aussi cité en exemple. Immédiatement après la mort de Mahomet, les tribus arabes ont renié l'islam et certaines ont refusé de payer la Zakat, la taxe à l'état islamique. Il s'en est suivi une période de guerres et d'exactions dans lesquelles tous les moyens de terreur ont été utilisés. Ainsi nous rappelle l'auteur : « *Nous affrontons aujourd'hui avec l'aide de Dieu, les croisés et leurs agents apostats avec leurs soldats et nous ne voyons aucun inconvénient à répandre leur sang... Al Seddik (Abu Bekr) et Ali Ibn Abi Taleb ont pratiqué la condamnation au bûcher bien que ce soit détestable(...) Nous sommes aujourd'hui dans une situation semblable à celle qui a suivi la mort du prophète et le déclenchement des guerres contre l'apostasie, ou comme la situation des premiers musulmans et nous avons donc besoin de pratiquer des massacres et nous avons besoin de pratiquer des actions comme celle qui a été infligée à la tribu des Benu Quraydha et autres... Mais le jour où nous aurons les pleins pouvoirs alors nous pourrons dire : « partez vous êtes libres »* ^[4]

Nous avons là un procédé constant dans le discours de la haine djihadiste qui circule aujourd'hui sur internet, la mobilisation des références et des exemples du passé musulman. Les guerres contre l'apostasie pratiquées par le premier calife Abu Bakr sont censées justifier aujourd'hui la condamnation à mort des apostats. Le bûcher pratiqué par Abu Bakr et Ali est censé justifier aujourd'hui que Daech brûle dans une cage l'aviateur jordanien Moaz Al Kasasba. Le massacre de la tribu juive de Banu Qoraydha par le prophète est censé justifier à leurs yeux, aujourd'hui les attentats anti – juifs . Dans le discours djihadiste , la haine se nourrit toujours d'une lecture sélective et orientée de l'Histoire et du passé.

3.L'obsession de la revanche

Il faut donc, dans la vision d'Abu Bakr Neji, accélérer le mouvement de l'Histoire par la Terreur et la sauvagerie et les régimes arabes auxquels il faut déclarer le djihad tomberont les uns après les autres et c'est seulement à ce moment là que le monde musulman retrouvera sa grandeur passée et repartira à la conquête du monde :

« C'est alors que les troupes partiront, avec l'aide de Dieu, à la libération de Jérusalem et ses alentours, de Boukhara, de Khorassan, de Samarkand et de l'Andalousie et tous les territoires musulmans. Ensuite elles repartiront à la conquête de la terre entière et toute l'humanité de la domination de l'impiété et de la tyrannie. Cela n'est pas impossible à Dieu et c'est la prophétie de notre saint prophète »^[5].

La manipulation des jeunes djihadistes se fait dans cet appel à l'imaginaire médiéval de conquête du monde, par le mélange de citations de pays aujourd'hui musulmans (Boukhaara, en Ouzbékistan, Khorassan, en Iran et Samarcand en Ouzbékistan) qui n'ont donc théoriquement pas besoin d'une nouvelle conquête et d'autres qui ne le sont plus mais qui l'ont été ce qui justifie qu'ils soient toujours considérés comme territoires musulmans (Jérusalem et l'Andalousie). Peu importe pour lui que ces pays soient aujourd'hui musulmans ou non. Ce qu'il veut c'est plutôt rappeler de manière subliminale que tout territoire ayant été conquis, par le passé, sous le règne du califat islamique au moyen âge sous domination musulmane. Il faut donc restaurer le califat et réunifier le monde musulman dont les frontières ne sont délimitées afin de pouvoir repartir à la conquête du monde.

Le rappel historique, que les islamistes pratiquent constamment, fait donc bien partie, dans ce livre, d'une stratégie du discours djihadiste qui cherche à cultiver le mythe d'un âge d'or de l'islam, aujourd'hui perdu depuis la fin du califat et l'installation de régimes impies, mais auquel il est toujours possible de revenir. Marteler sans cesse que « la guerre est le moteur de l'Histoire que ce soit l'arrivée de l'islam ou après »^[6] cela permet aussi à l'auteur de fuir les problèmes d'aujourd'hui pour se réfugier dans un passé mythique mais toujours présent par le rappel d'une prophétie d'un monde totalement islamisé.

II-La stratégie de conquête du pouvoir

1. L'abandon de la stratégie de l'islamisation parle bas

L'auteur commence par recenser les courants du mouvement islamique qui occupent le terrain, et qui militent dans la mouvance islamiste. Ils sont cinq :

- Le courant salafiste djihadiste
- Le courant salafiste du réveil (Assahwa) dont les leaders sont Salman Al Awda et Safar Al Hawali
- Le courant des Frères (la matrice. L'organisation internationale)
- Le courant des Frères de Tourabi
- Le courant du djihad populaire (Comme le mouvement Hamas et le front de libération Moro, (aux philippines), etc.

Pour l'auteur les mouvements islamistes dans le monde arabe, qui ont choisi de pactiser avec le pouvoir en place (comme le mouvement salafiste du réveil) en pratiquant la prédication pacifique) ou de jouer le jeu des élections, (comme les frères en Egypte ou ailleurs) ont tous échoué. Il cite le cas de nombreux pays arabes comme les frères musulmans en Egypte mais à de nombreuses

reprises il revient sur le cas de la Tunisie, où le mouvement islamiste a évité l'affrontement armé avec le pouvoir de Bourguiba et de Ben Ali. Il observe que :

« Ceux là (les islamistes) à chaque fois qu'ils engrangent quelques résultats acquis sur le terrain, le tyran vient avec ses soldats tous les dix ou 15 ans et cueille sans peine tous leurs acquis, pratiquant contre eux la politique de « l'arrachage des dents » laissant ces groupes tourner dans un cercle vicieux et les condamnant à toujours repartir de zéro et parfois ils ne peuvent même plus repartir et nous n'avons qu'à prendre la Tunisie comme exemple ». [7]

Le travail lent d'islamisation des sociétés par le bas, dans les mosquées et dans les quartiers, pratiqué obstinément depuis les années 70, n'est pas efficace et n'a pas réussi à donner aux mouvements islamistes le pouvoir. La Tunisie en est l'exemple le plus éloquent. L'auteur préconise donc la politique de la sauvagerie et de la terreur en espérant rassembler autour des djihadistes une population fatiguée du désordre et de la terreur et qui serait prête à se soumettre à l'ordre promis par les djihadistes. La réislamisation par le bas a échoué, c'est donc par le djihad que la conquête du pouvoir devra se faire ! Il cite alors le ministre tunisien des affaires étrangères qui aurait déclaré aux journalistes en 1993 :

« Ne vous trompez pas sur la stabilité et sur le contrôle de la situation en Tunisie. Si L'Algérie ou l'Egypte tombe, la Tunisie tombera dans le quart d'heure qui suit »[8]

Au moment où il donne cet exemple, en 1993, l'Algérie était ravagée par le terrorisme et les groupes islamiques arabes menaient une guerre sans merci contre le pouvoir algérien qui semblait à l'époque sérieusement menacé et le contraste était saisissant entre le calme relatif qui prévalait en Tunisie qui serait dû selon Abu Bakr Neji au fait que les frères musulmans tunisiens ont renoncé au djihad tandis qu'en Algérie, la victoire semblait proche en 1993 grâce à la pratique du djihad.

2.La stratégie à suivre

L'auteur commence d'abord par séparer deux ensembles de pays visés par le djihad : le groupe principal (la Jordanie, le Maghreb, le Nigéria, Le Pakistan, La presqu'île arabe et le Yémen) et le groupe secondaire (le reste des pays musulmans). La liste principale, nous dit l'auteur, n'est pas close et il peut arriver de nouveaux pays dans cette liste). Il s'agit de passer par trois étapes dans la guerre de conquête des pays de la liste principale :

- Primo : L'étape de la démoralisation et de l'épuisement (Al Nikaya wa Al Inhak)
- Secundo : L'étape de l'administration de la sauvagerie (Idarat Al Tawahhush)
- Tertio : l'étape de l'instauration de l'Etat islamique (Al Tamkin_ Qiyam Al Dawla)

Le théoricien du terrorisme part du principe que l'armée et la police des régimes visés ne peuvent pas soutenir longtemps l'état d'urgence. Il faut donc continuer à harceler ces régimes en attaquant les lieux de culte des chrétiens et des juifs, frapper les intérêts économiques, le tourisme et surtout le pétrole dans les pays qui dépendent de ces revenus. Frapper partout et pas seulement dans le pays où le djihad est déclaré. Il appelle à frapper par tous les moyens *« même un coup de bâton sur la*

tête d'un chrétien »^[9] peut être utile afin d'entretenir le climat d'insécurité et épuiser les forces de l'ordre. Les objectifs de cette étape c'est d'une part d'épuiser les forces de l'ordre, et d'autre part d'attirer de plus en plus de jeunes candidats au djihad qui viendront rejoindre le combat. Les forces de l'ordre finiront ainsi par abandonner certains territoires et certaines populations qui seront livrées à elles-mêmes, afin de se concentrer sur la protection des zones vitales du pouvoir. Ce sera la fin de la première étape.

La seconde commencera lorsque les populations lassées de l'insécurité et de la sauvagerie chercheront la protection d'un nouvel ordre, ce sera alors le début de « l'administration de la sauvagerie ». C'est l'étape où un certain nombre de pays ont vu s'installer sur leurs territoires des principautés dirigées par Daech comme nous avons vu récemment en Irak, en Syrie, en Libye, au Yémen ou dans le Sinaï en Egypte. La gestion de ces zones se fera avec une telle dureté que les armées régulières dans les autres zones seront terrorisées et abandonneront le combat avant de l'avoir livré. C'est ce que nous avons vu en Irak où les troupes régulières irakiennes ont fui devant l'arrivée des soldats de Daech en leur abandonnant Mossoul sans coup férir.

L'ultime étape sera celle de l'instauration de l'état islamique qui appliquera alors la charia, la loi islamique et qui instaurera un nouvel ordre que la population ne pourra qu'accepter puisqu'il met fin au désordre et à la sauvagerie. l'Abu Bekr Neji cite à ce sujet un autre théoricien du terrorisme, le cheikh Souleyman Ben Sahban mort lui aussi au combat :

« Je préfère voir disparaître toute la population de la ville comme de la campagne plutôt que de les voir installer un régime ennemi de Dieu qui n'applique pas la Loi de l'islam (La charia) que Allah nous a transmis par son prophète »^[10]

L'application de la Loi de l'islam se fera partout où l'Etat islamique est un objectif suprême mais pour y arriver il faut passer par ces différentes étapes précédentes.

3.Saccager l'ordre actuel

Les forces de l'administration de la sauvagerie devront donc tout saccager de l'ordre mondial actuel. Il appelle alors :

« Nous devons entraîner tout le monde au combat, les mouvements, les peuples et les partis politiques. Nous devons renverser la table sur la tête de tout le monde... Ceux qui sont fascinés par la civilisation satanique moderne pensent dans leur esprit débile que l'Etat Islamique attendu sera représenté aux Nations Unies, et qu'il acceptera de cohabiter et d'échanger du commerce avec les pays voisins. Mais en réalité l'Etat islamique s'érigera sur les décombres de tout ce système »^[11].

C'est bien une nouvelle barbarie qui arrive et dont les partisans sont fiers de dire qu'ils viennent saccager la civilisation moderne jugée décadente et satanique. Alors comment peut-on expliquer que ce discours de la sauvagerie et de la barbarie arrive à séduire tant de jeunes ?

4.Le paradis sur terre !

1. L'idéal de justice sur terre

Ces jeunes qui se présentent comme les nouveaux barbares des temps modernes arrivent à séduire parce qu'au-delà de leur discours de haine, ils promettent de réaliser la cité idéale sur terre. L'auteur promet à son public que lorsque la Loi de l'islam sera appliquée, les gens verront de nous :

« Un modèle d'endurance, d'ascétisme, de générosité et de sacrifice, un modèle de justice et de défense des opprimés. Dans nos sociétés les opprimés sont la majorité. Nous devons leur offrir des cours qui rétablissent la justice qui ne leur a pas été accordée avant notre arrivée(...) Nous devons réconcilier les cœurs des gens et défendre les faibles et les opprimés qui sont les plus nombreux. Nous devons leur dire : nous sommes prêts à sacrifier nos vies pour vous car vous êtes la nation du prophète Muhammad »^[12].

La manipulation du discours djihadiste se fait sur au moins deux registres : celui de la justice donc d'une certaine forme de rationalité et celui l'affectivité. Les régimes arabes oppriment leurs peuples. Le système judiciaire souvent gangrené par la corruption génère de l'injustice et de la frustration. Un jeune en quête de justice peut être sensible à cette promesse. Mais la manipulation se fait aussi par l'affectivité, par la glorification du sacrifice, du don de soi, de la fraternité indéfectible, et celui du partage d'un idéal commun. C'est la conjonction des deux registres qui fait que ce discours touche des milliers de jeunes. Il ne s'agit pas d'un discours complètement fou comme on l'entend dire ça et là

b. Un discours simpliste

Mais si ce discours de la haine arrive à toucher tant de personnes c'est qu'il est simpliste. La simplicité est érigée en règle dans la communication de Daech. L'auteur dit en effet à propos du discours djihadiste :

« Il faut qu'on explique aux gens, à tout le monde, d'une manière simple, sans aucune complexité ni longueur, l'objectif que nous voulons atteindre et pour lequel nous devons tous travailler car il est notre bien sur terre et dans l'au-delà. Sans lui, aucun autre gain matériel mineur ni aucune victoire partielle et provisoire que nous pourrions obtenir dans notre combat contre l'ennemi croisé, ou sioniste ou apostat n'aura de valeur à nos yeux. Ou pire que ça, aucune soumission à un nouveau pouvoir tyrannique qu'il soit incarné par un homme, ou par un groupe ou par une constitution qui serait contraire à la voie d'Allah, la seule voie capable de libérer l'humanité du pouvoir des hommes vers le pouvoir d'Allah, ne serait acceptable pour nous. C'est cela notre objectif final le seul qui soit capable d'unifier la oumma et de fonder le lien social sur de nouvelles bases. Il nous reste uniquement à inventer les moyens médiatiques et prosélytes efficaces afin que ce message arrive de la manière la plus simple à toute la oumma dans cette bataille terrible qui s'annonce »^[13]

Derrière la simplicité affichée du discours, celui de la soumission totale à Allah, on voit bien que l'auteur ne fournit aucune idée claire sur ce peut être ce nouveau système politique qu'il veut imposer. Que signifie concrètement la voie d'Allah ? Il n'en dit rien ! Quelle constitution ? Quels mécanismes pour choisir ou élire le nouveau calife ? Comment peut-on le remplacer s'il ne gouverne de manière satisfaisante ? Doit-on simplement l'assassiner pour le changer comme ce fut

le cas à travers la longue Histoire du califat ? Sur quelle base le nouveau lien social sera-t-il érigé en dehors de l'appartenance à la communauté musulmane ? Quels seraient les nouveaux moyens médiatiques et prosélytes à utiliser ? Le théoricien d'El Qaeda ne fournit aucune réflexion politique digne de ce nom car il n'en a pas ! Car il n'y en a jamais eu dans l'Histoire ensanglantée du califat

c. Qui touche un large public

Si l'auteur situe la bataille au niveau des médias, c'est parce qu'il se montre soucieux de toucher le plus grand nombre possible de masses musulmanes. Il appelle alors à mettre au point « *un plan médiatique* » car dit-il :

« Les peuples seront l'équation difficile car ce sont eux qui nous fourniront le soutien nécessaire dans l'avenir... à condition que nous fassions notre devoir dans le recrutement des meilleurs éléments de notre nation. Recruter un demi – million de moujahid (...) parmi la nation du milliard sera plus facile que de les recruter parmi les mouvements islamistes dont l'esprit a été pollué par les mauvais leaders traditionnels ».^[14]

S'adresse aux masses, en, se détournant des milieux islamistes traditionnels où les militants sont sous l'emprise de leurs chefs permettrait de recruter de nouvelles troupes fraîches de jeunes djihadistes subjugués par ce discours radical millénariste et apocalyptique qui promet de sauver le monde en le détruisant. Voilà l'objectif recherché par le leader djihadiste qui finit son livre par cette profession de foi :

« A la fin de notre discours nous affirmons que notre bataille est la bataille du monothéisme contre l'impiété, de la Foi contre l'associationnisme. Il ne s'agit ni d'une bataille économique, ni politique ni sociale »^[15]

Voilà qui explique pourquoi dans l'esprit du djihadiste la guerre ne peut être que totale et éternelle jusqu'à la fin des temps.

En somme, nous avons vu à travers l'analyse de ce livre, sur quels ressorts repose le discours de la haine djihadiste. Il repose sur une vision cyclique de l'Histoire perçue comme un éternel recommencement dont la guerre serait le moteur. La citadelle de l'islam semble toujours assiégée par ses ennemis qui complotent contre elle. Ce sont dans la vision paranoïaque du monde les juifs sionistes, incarnés par Israël, les chrétiens croisés incarnés par l'occident et les apostats renégats incarnés par les régimes actuels arabes et islamiques. Ce sont ces ennemis qu'il faut attaquer, harceler et combattre. La victoire finale permettra de réaliser la cité idéale, le paradis sur terre sur une terre qui sera totalement soumise à la loi de l'islam, la seule qui vaille, sans que nous sachions exactement en quoi elle consiste concrètement mais cela ne semble pas être à l'ordre du jour, pas encore !

Source: [« L'administration de la sauvagerie » par A. Sayadi -Tunis, GRIC – Tunis, 30/06/18](#)

INVITATIONS – ÉVÉNEMENTS

Veillez cliquer sur les liens pour plus de détails ou le programmes complet

Jusqu'au 29 juillet : France : Institut des cultures d'islam (Paris 18^e) : [«Bagdad mon amour»](#) : [l'exposition-hommage des artistes irakiens à leur patrimoine \(Saphir News\)](#)

5-16 aout : Jérusalem : *Interfaith summer school "Memory and The Religious Life"*

Cette année, I.T.OUCH' invite des personnes intéressées à se déplacer jusqu'en Terre Sainte pour participer au séminaire d'été interreligieux, porté par notre partenaire *Elijah Interfaith Institute*. Renseignements via itouchalameda@arobase@gmail.com

21 et 28 août à 10h30: La Cité et le fait religieux

Deuxième séminaire estival de Dalia de Macar-Elbaum en collaboration avec le Service Social Juif. Nous poursuivrons l'analyse et le discussions entamées l'été dernier sur les conditions de diffusion du fait religieux et l'évolution de son positionnement dans le cadre de la Cité. Dans les locaux du Service Social Juif, 68 avenue Ducpétiaux - 1060 Bxl. Réservation obligatoire: maisondelaculturejuive@arobase@hotmail.com 6€ / 8€ **Pour en savoir plus...**

27-31 août : [Summer School « Islams et mondes contemporains »](#)

autour du thème « **Enfance, jeunes, musulmans et musulmanes: socialisations, appartenances, identités religieuses et sociales** ». Veuillez trouver (lien ci-dessus), le programme complet et les informations pratiques. **Attention : Le délai d'inscription est prolongé jusqu'au 15 juillet !**

16, 17 et 18 novembre : Cette année, **le centre El Kalima fête ses 40 ans**. Nous vous préparons trois journées à ne pas manquer les 16, 17 et 18 novembre en ouverture de la Semaine de Rencontre Islamo-Chrétienne. À vos agendas!

24 novembre : évènement musical « Solidarité festive » en guise de clôture de la SeRIC (du 19 au 25 novembre) à l'initiative des asbl « [Les Anonym's](#) » et « [Lumina](#) ».

Cet évènement prendra la forme d'une après-midi festive autour de la musique, des mimes, de la poésie, des chants et de tous vos talents artistiques. Un gîte est réservé à cette occasion, c'est pourquoi, afin de nous organiser au mieux, **merci de vous inscrire avant le 30 juin** auprès d'Habiba Hamdaqui (asbl Lumina) au 0486 80 85 30 ou par mail : asbllumina@arobase@hotmail.com ou auprès de Danny Roger (asbl Les Anonym's) au 0495 274 161.

AUTRES ARTICLES de la semaine sur ARCRE.ORG

- [Chine: persécutions religieuses \(HRWF\) mais poursuite d'un dialogue intermittent avec l'Église catholique](#)
- [CCEE : « promouvoir la culture de la rencontre au sein de l'Église » \(Zenit\)](#)

- [Over 130 Religious leaders condemn Iran regime for Human Rights abuses \(Mohabat News\)](#)
 - [Accueil des migrants, le pape déplore l'échec de son appel à Lampedusa \(La Croix Africa\)](#)
 - [Le CRIF rompt ses relations avec l'imam de la Grande Mosquée de Toulouse \(Saphir News\)](#)
 - [Bari: prière pour la paix et réflexion de 17 représentants d'Eglises présentes au Moyen-Orient - ZENIT Français & Vatican News](#)
 - [Piers Morgan and Brian Cox debate the existence of God: a philosopher's take \(The Conversation\)](#)
 - [Invit. \(Nantes - 3 au 5 oct.\): colloque « Pluralisme religieux, sociétés plurielles »](#)
 - [Football and religion: two competing domains with a lot to offer Africa \(The Conversation\)](#)
 - [Abdenour Bidar : « La fraternité est l'un des gisements d'énergie durable du XXIe siècle » - La Croix](#)
 - [The real reason Saudi Arabia lifted its ban on women driving: economic necessity \(The Conversation\)](#)
-

LISTE CHRONOLOGIQUE (DU PLUS RÉCENT AU PLUS ANCIEN) DE TOUS LES ARTICLES
